

**Décision n°149 de l'Instance Nationale des Télécommunications en date du 13 juin 2013 portant approbation de l'Offre Technique et Tarifaire de location d'infrastructure passive de la Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz pour l'année 2013**

Vu le code des télécommunications promulgué par la loi n°2001-1 du 15 janvier 2001, telle que complétée et modifiée par la loi n°2002-46 du 07 mai 2002 et la loi n°2008-1 du 08 janvier 2008, et la loi n° 2013-10 du 12 avril 2013 et notamment les articles 28, 28(bis), 28 (bis nouveau), 38 et 38 (bis),

Vu le décret n°2001-831 du 14 avril 2001 relatif aux conditions générales d'interconnexion et à la méthode de détermination des tarifs tel que modifié par le décret n°2004-573 du 09 mars 2004 et complété par le décret n°2008-3025 du 15 septembre 2008,

Vu l'Offre Technique et Tarifaire de location d'infrastructure passive pour l'année 2013 présentée par la Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz à l'approbation de l'Instance Nationale des Télécommunications (l'Instance), en date du 11 avril 2013,

Après en avoir délibéré le 13 juin 2013 ;

**Considérant le cadre juridique de l'approbation de l'Offre**

Conformément aux articles 38 et 28 (bis nouveau) du code des télécommunications, la Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz (STEG) a le droit de louer aux opérateurs des réseaux publics des télécommunications la capacité excédentaire dont elle dispose sur son réseau après avoir exploité les ressources nécessaires à ses besoins et de procéder à la publication d'une Offre technique et tarifaire de location de la capacité excédentaire en question après son approbation préalable par l'Instance.

En date du 11 avril 2013, la STEG a soumis à l'approbation de l'Instance un projet d'offre. Cette Offre se limite, en application de l'article 28 bis sus visé, à l'excédent de capacité dont dispose la STEG sur son réseau. Elle constitue pour les opérateurs de réseaux publics de télécommunications une Offre de référence pour leurs demandes et pour la conclusion de conventions bilatérales.

Toute convention devrait fixer les conditions techniques et financières de l'exploitation établies conformément aux principes de non discrimination et de transparence des tarifs. Une copie de chaque convention est transmise à l'Instance, pour information.

Une fois approuvée par l'Instance, l'offre objet de la location de capacité excédentaire devrait être publiée. La STEG se réserve le droit de la modifier si elle le juge nécessaire.

Toutefois, les modifications à apporter ne peuvent entrer en vigueur qu'après l'approbation par l'Instance.

L'offre présentée par la STEG au titre de l'année 2013, objet de la présente décision, est appréciée au regard de son respect des dispositions réglementaires.

### **Considérant la procédure préalable et la méthodologie d'approbation de l'offre**

L'Instance a avisé la STEG au cours du deuxième semestre de l'année 2012 qu'il y aura un éventuel amendement du code des télécommunications dans le but d'encourager l'introduction des offres de location de capacités excédentaires de fibres noires sur le marché. Elle l'a invitée à cet effet à prendre les mesures nécessaires pour lui soumettre pour approbation, dès la promulgation de la loi en question, un projet d'offre technique et tarifaire de location de la capacité excédentaire dont elle dispose sur son réseau.

Le code des télécommunications a été effectivement modifié par la loi n°2013-10 du 12 avril 2013 visant à stimuler la concurrence sur le marché des télécommunications, à optimiser l'utilisation des infrastructures de télécommunications disponibles et à développer notamment le haut débit en Tunisie. Dans ce cadre, le législateur tunisien a élargi la possibilité de location de capacités excédentaires des ressources de télécommunications, qui ne concernait auparavant que l'Office Nationale de la Télédiffusion, à tous les détenteurs de réseaux des services publics.

La possibilité, pour les opérateurs alternatifs, de louer des infrastructures passives, notamment de fibres noires, aux opérateurs de réseaux publics de télécommunications apparaît comme un facteur important qui contribuera forcément au déploiement des réseaux.

Cette possibilité offre aux opérateurs notamment ceux qui ont besoin de capacités de transmission une opportunité additionnelle qui réduit in fine la dominance des détenteurs des infrastructures et les incite à proposer des conditions techniques et tarifaires plus raisonnables pour y accéder.

Afin de réussir le processus d'approbation de cette offre, l'Instance a accompagné la STEG dans la préparation de son offre et a travaillé en concertation avec ses représentants. Pour ce faire, elle a organisé plusieurs réunions de travail lors desquelles l'équipe de l'Instance a précisé aux représentants de la STEG les principes généraux régissant cette offre.

En effet, il a été indiqué que l'approbation de l'offre proposée par la STEG est tributaire de:

- L'indication précise de la capacité excédentaire en fibres noires objet de la location (nombre de paires de fibres et distance par tronçon).
- La fixation des tarifs de location des fibres noires ainsi que des tarifs associés à la location des autres infrastructures et services requis pour l'accès et/ou l'exploitation des fibres noires à louer. Il est à noter que la STEG peut fixer les tarifs qu'elle juge

adéquats qui permettent d'assurer un retour sur investissement raisonnable ou le cas échéant qui évitent de subir une perte par rapport aux investissements consentis.

- Le respect des principes de transparence et de non discrimination (traitement équitable des opérateurs de réseaux publics de télécommunications). L'Instance vérifiera le respect de ces conditions à travers les copies des conventions à conclure avec les opérateurs.

Suite aux réunions suscitées et aux différents échanges, les représentants de la STEG ont considéré les recommandations de l'Instance en proposant un projet d'offre technique et tarifaire pour la location d'infrastructure passive qui présente :

- Le réseau de fibres noires et la capacité totale de la STEG ainsi que la capacité excédentaire dont elle dispose pour la location,
- La redevance annuelle proposée pour la location de tronçon de fibres noires qui est de l'ordre de 1,2 DT-HT/mètre linéaire/paire
- Les conditions tarifaires afférentes à la location de surfaces STEG (colocalisation).

Au vu de ce qui précède, l'Instance

**DECIDE :**

**Article 1 :** L'Offre Technique et Tarifaire de location d'infrastructure passive de la Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz pour l'année 2013 annexée à la présente décision est approuvée moyennant la suppression du paragraphe figurant au niveau de la page 7 de cette offre intitulé « *Modalités de révision des redevances* ».

Elle prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Article 2 :** La Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz est tenue de publier sur son site web son Offre Technique et Tarifaire de location d'infrastructure passive pour l'année 2013 modifiée conformément à la présente décision au plus tard dans quinze (15) jours à partir de la date de sa notification.

**Article 3 :** Le Président de l'Instance Nationale des Télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à la Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz.

Cette décision sera publiée sur le site Web de l'Instance Nationale des Télécommunications.

Cette décision a été rendue à l'unanimité le 13 juin 2013 sous la présidence de Monsieur **Kamel SAADAoui** et en présence de Messieurs :

- **Mohsen JAZIRI** : Vice-président de l'Instance
- **Abdelkhalek BOUJNAH** : Membre permanent de l'Instance
- **Abdessalam BRAIK** : Membre de l'Instance
- **Houcine HABOUBI** : Membre de l'Instance
- **Hichem BESBES** : Membre de l'Instance

et Madame :

- **Yamina MATHLOUTHI** : Membre de l'Instance

**Le Président de l'Instance Nationale  
des Télécommunications**

**Kamel SAADAoui**